

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

22 AU 28 OCTOBRE 1992

N° 885

10,00 F

LE GOUFFRE IMMOBILIER

E DITORIAL

Paix

A l'heure où l'Indienne Rigoberta Menchú se voit octroyer le prix Nobel de la paix, on ne peut s'empêcher de penser aux 400 000 citoyens de Sarajevo coincés comme des rats dans une ville ruinée aux portes de l'hiver. Dans les montagnes bosniaques, l'hiver est habituellement rude. Déjà, l'ONU indique qu'environ 400 000 personnes ne passeront pas l'hiver en raison de la faim et du froid. Cela dit, on l'oublie vite. Rendez-vous au printemps prochain pour le décompte des cadavres. Nul besoin de camps, la neige, la pluie, le vent, les assiettes vides se chargeront d'emplir les charniers.

La paix, rien de plus beau que ce mot, mais aussi rien de plus vain. Une vague espérance qui revient comme une vieille rengaine sur toutes les bouches. Ça ne mange pas de pain. Que pourrait-on faire pour donner quelque crédit à ce mot ? Suivre la voie libertaire, pardieu ! Plus de frontières, plus de conflits d'intérêts, plus de hiérarchies, plus d'imbéciles pour défilier derrière eux, plus rien qu'une douce quiétude. C'est encore trop demander, semble-t-il.

Osons la liberté et la vie pour Sarajevo contre l'instinct de mort.

Va-t-on vers le clash en matière de politique immobilière ?

Cela paraît probable, du moins la presse s'en alarme à longueur de colonnes.

Alors, pleins feux sur la rumeur avec chiffres à l'appui.

« Qui paye la crise de l'immobilier », titre en première page *Libération* du 16 octobre. Avec ce commentaire d'une photo choc d'un immeuble chic : « Certains bureaux ont dépassé 100 000 F le m² et ne trouvent plus preneur. » Catastrophe ! Ce n'est donc pas de la crise du logement ou des sans-logis de Vincennes dont nous parle l'organe quasi-officiel du gouvernement. Ceux-là, ils ne font que la payer tous les jours en nature. C'est bien moins émouvant que les grands malheurs des financiers de l'immobilier.

Rendez-vous compte : « Les prix baissent. [...] La tendance affecte par contagion l'immobilier de logement » (2). Les loyers finiront-ils par baisser ? Pourrait-on enfin se loger pour un prix sinon décent du moins supportable ? Rassurons-nous tout de suite, ça n'est pas le cas. La loi de l'offre et de la demande, comprenez loi du capital, est là qui veille au grain : « Les prix demandés par les vendeurs restent très élevés, parce que les vendeurs continuent d'espérer de fortes plus-values ». Loi d'airain ! Même si parfois quelques vendeurs pressés de faire affaires

(suite p. 3)

ISRAËL-PALESTINE

« Escadrons de la mort et cibles palestiniennes »

P. 4

T2137 - 885 - 10.00 F



F°P. 2520



DE LA DIVERSITÉ DES PEUPLES

Pour contrer l'impérialisme

« L'article qui suit a été écrit par un compagnon libertaire catalan. Il m'a paru intéressant d'en faire la traduction. Je pense que cet article peut être l'occasion de débattre du nationalisme et des positions qu'adoptent les libertaires par rapport à ce sujet. »

Ytak

LORS d'un forum d'organisations non-gouvernementales (qui représentait une sorte de contrepoin au sommet de la terre qui s'est tenu au printemps dernier, à Rio de Janeiro), s'est affirmée l'impérieuse nécessité de la défense de la bio-diversité comme facteur indispensable pour le maintien de la vie sur la planète.

Et dans ce concept de bio-diversité s'inclue la diversité culturelle des peuples, élément primordial pour une évolution naturelle de l'espèce humaine.

L'histoire de l'humanité est la chronique d'un échange continu — de coutumes, de savoir, d'éléments culturels — entre peuples qui se sont formés de manière autonome, conditionnés par tout ce qui les entoure, et par leur propre histoire aussi : une manière spécifique de se rattacher

au monde, de comprendre la réalité, d'interpréter le « sens de la vie ».

Et si la diversité a été prétexte à multitude de conflits, elle n'a jamais cessé de représenter, en même temps, une source inépuisable d'enrichissement culturel et intellectuel.

Dire cela veut dire aussi que, lorsque nous parlons de diversités culturelles, nous ne pouvons systématiquement dévier notre regard sur les indiens d'Amazonie ou sur les populations caucasiennes.

La carte de l'Europe — initiatrice d'une diversité artificielle — cache une pluralité de réalités sociales, culturelles ou historiques bien plus étendue qu'il n'y paraît de prime abord.

La langue d'un peuple, par exemple, est beaucoup plus qu'un système arbitraire de signes et de

sons. C'est aussi la forme particulière que chaque peuple adopte pour interpréter une réalité bien déterminée, conditionnée par les contraintes géographiques — le climat, les caractéristiques géographiques... — mais aussi historiques.

Et ce n'est pas un hasard si l'un des objectifs prioritaires des Etats européens modernes a, de tout temps, été l'élimination des traits différents à l'intérieur même de ses frontières.

« ...le concept de nation a retrouvé une certaine vigueur en Europe. »

Actuellement, le concept de nation — qui, analysé avec rigueur, ne peut être confondu avec le concept d'Etat —, a retrouvé une certaine vigueur en Europe.

Ce concept, les bourgeoisies de divers pays le redécouvrent aussi. Elles qui se sont consolidées au fil des siècles par la poussée des multinationales, voient aujourd'hui leur position de privilégiées mise

en danger. Surtout lorsque les représentants des nations minorisées utilisent contre elles ce concept de nation pour revendiquer la reconnaissance de leurs propres diversités.

Nous nous limiterons ici à examiner brièvement uniquement cette dernière forme de nationalisme.

Il faut dire de suite que certains secteurs nationalistes, par manque d'imagination — ou par intérêt politique ou économique —, ont comme référence, dans leur revendication, une forme d'organisation étatique identique à celle qui est devenue déterminante ces deux derniers siècles. C'est-à-dire qu'ils revendiquent la création de nouveaux Etats dont les frontières s'appuient sur des secteurs les plus homogènes et dotés de forme spécifique, culturelle et/ou socio-économique de la population européenne.

Cela veut dire que cette position ne représente pas, et de loin, une position majoritaire dans le sentiment collectif des peuples culturellement et administrativement opprimés d'Europe.

(suite p. 2)

Pour contrer l'impérialisme

(suite de la « une »)

C'est pourtant la position que les anti-indépendantistes préfèrent généraliser. Peut-être parce que, très souvent, c'est la seule qu'ils comprennent.

Laissons de côté, dans cette polémique, les défenseurs des Etats actuels et les fascistes, et donnons un coup d'œil aux contenus de la critique élaborée dans les milieux libertaires, sur la problématique nationalitaire ; critique qui est, très souvent, une simple négation.

D'emblée, nous voyons comment, à la base du refus exprimé par des éléments du monde anarchiste, marxiste ou post-moderne, il y a presque toujours un discours simpliste, d'inspiration paléo (ou pseudo) marxiste : l'identité d'un peuple se voit déterminée par les relations et mécanismes de productions. Par là, si en Europe ces relations et mécanismes sont identiques, il est absurde de parler d'identité différentielle. Cela revient à dire que les langues, les rites, les traditions populaires, les manifestations artistiques, sont des bêtises — Marx parlait de « supra-structures » sans importance.

L'autre argument est que le nationalisme — mais lequel ? — est toujours réactionnaire. Cela est, d'un point de vue historique, strictement faux, et l'est encore

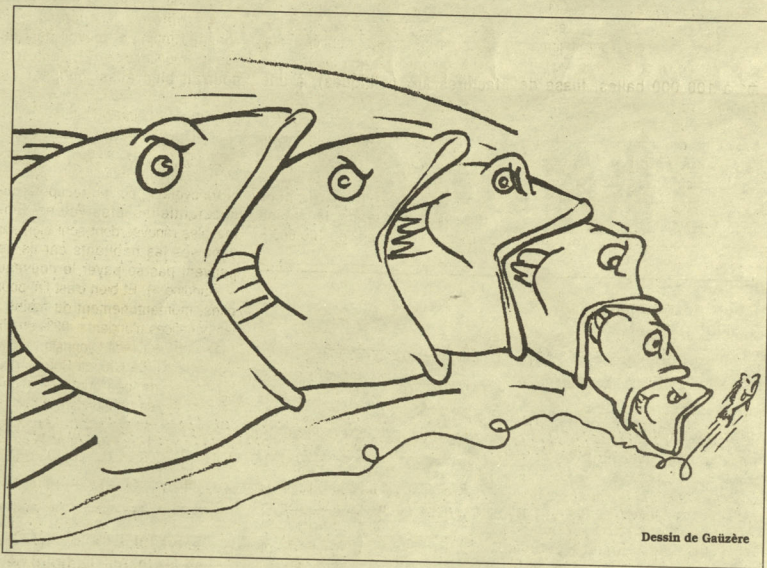
plus si nous resituons les luttes pour l'autodétermination des peuples dans le contexte des mouvements sociaux qui ont représenté la vie politique occidentale de ces dernières décades.

Dans cette optique, écologisme, féminisme, internationalisme, sont également des mouvements suspects — il y a des écologistes nazis, des féministes qui veulent faire partie de l'armée, des internationalistes défendant l'impérialisme soviétique ou l'expansionisme de Coca-Cola.

« L'autre argument est que le nationalisme est toujours réactionnaire. »

La réalité est beaucoup plus simple : nous sommes dans une situation dans laquelle se sont perdus quelques « repères » politiques — positifs ou négatifs —, mais qui, durant des années, ont permis de se situer clairement d'un côté ou de l'autre de la barrière révolutionnaire.

Il y a quelques années, il était fréquent d'assister à des assemblées où étaient présentés des projets de révolution sociale, soignés dans leurs moindres détails, depuis l'économie jusqu'à l'alimentation des enfants. A l'heure qu'il est, ces discours



Dessin de Gaüzère

peuvent être entendus, avec un peu de chance, à la première heure de l'après-midi, au bar du coin — s'il n'y a pas de match à la télé !

Aujourd'hui, la prolifération de mouvements sectoriels — antimilitariste, écologiste, mouvement pour la libération sexuelle, solidarité internationale ou travail de quartier... — démontre que la

réponse de la société à l'ordre établi s'articule nécessairement dans une pluralité d'initiatives et champs d'actions qui s'entrecroisent et s'enrichissent mutuellement, configurant peut-être, de manière dynamique, un projet social alternatif.

Nous revenons donc à la pluralité comme facteur positif. Dans la revendication du fait national en tant qu'affirmation d'une identité différentielle, il y a un potentiel de libération, de rupture positive du

progressif dans le contexte international.

Le troisième facteur est la résistance contre le processus d'homogénéisation planétaire, tant au niveau culturel que socio-économique.

Et le quatrième et dernier facteur — mais qui n'est pas le moindre — est le développement d'une solidarité authentique entre les peuples, basée sur la reconnaissance et le respect réciproque de leur identité respective.

Le chemin vers un processus politique de libération nationale qui ne reproduise pas les vices étatiques et qui soit porteur de relations sociales, politiques et économiques innovatrices, peut passer, par exemple, par le « nettoyage » de quelques-unes des formes souveraines centrales des Etats (armée, appareils bureaucratiques...) et par la promotion de toutes les formes déjà existantes au niveau populaire, d'autogestion, coopératives et associatives.

Mais sur ce terrain, par chance, il n'y a pas de recette.

Et je crois qu'un mouvement global de libération personnelle et collective ne peut précéder le mouvement de libération nationale. Et vice versa.

Barcelone
(septembre 1992)

« ...l'affirmation d'un droit basique, autant collectif qu'individuel. »

statu-quo politique et culturel dominant. Ces potentiels libérateurs en font un élément indispensable à n'importe quel projet de transformation sociale dans un sens révolutionnaire.

Le premier facteur est l'affirmation d'un droit basique, autant collectif qu'individuel : ce principe d'autodétermination implique, dans la situation actuelle, une attaque de principe de l'autorité incarnée par les Etats.

Le second facteur est la fonction anti-impérialiste du nationalisme

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Où trouver le Monde libertaire en Belgique ?

• Groupe FA Yapatchev
65, rue du Midi,
1000 Bruxelles.

• Librairie La Bognie Agasse
17, rue de la Tulipe,
1050 Bruxelles.

« Alternative libertaire » de Belgique

Pour faciliter la diffusion du mensuel bruxellois « Alternative libertaire » en France, le groupe lillois « Humeurs Noires » de la FA prend en charge l'abonnement pour l'Hexagone. Cet abonnement est de 200 FF. Etablissez votre chèque à l'ordre de l'ALDIR. ALDIR c/o gr. Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Le gouffre immobilier

(suite de la « une »)

accordent des baisses substantielles, tant de gens demandent un logement, à Paris comme ailleurs... Cela va des milliers de mal-logés aux non-logés du tout, dont ceux de Vincennes. Ceux qui n'auront jamais la possibilité de se payer le moindre m² à 100 000 balles, fusse de bureau, et qui, désespérément, cherchent un proprio pour leur faire l'aumône d'un deux pièces qu'ils loueront à un prix défiant toute concurrence, tellement il est élevé. L'immobilier est en crise. On ne construit plus, on ne vend plus... Alors que tant de gens vivent dans

des conditions déplorables. Belle crise en vérité, bien dans la logique du capitalisme. Surproduction ! Si vous voulez vous loger, il vous faudra attendre qu'on manque de logements... Les banques, si généreuses en crédit pour les entrepreneurs de travaux publics (vous savez, ceux qui payent les fausses factures aux politiques), à une hauteur de 400 à 500 milliards de francs lourds par an, commencent à sentir le vent tourner. Et sacrément. Il y aurait actuellement un « stock », selon l'admirable expression de *Libération*, de deux millions de m² de bureaux vides dans la région parisienne (1). Au prix de 100 000 F

le m², un beau paquet d'argent. Tout est « en trop » et trop cher. Alors, bien forcé (c'est tellement peu rentable de construire des logements pour les louer à un prix raisonnable ; autant que personne n'en profite...), le secteur BTP construit moins et prévoit déjà de licencier en masse (2). Tout cela pourrait bien aussi finir par se vendre à perte, pour le plus grand profit des spéculateurs futurs.

Spéculer dans l'immobilier, c'était le grand jeu des banques. On faisait crédit à la construction, ou mieux à la rénovation pour en récupérer de substantielles plus-values (immeubles rénovés dont sont bien sûr expulsés les habitants car ils ne peuvent pas se payer le nouveau « standing »). Et bien c'est fini pour elles, momentanément du moins ; les bénéficiaires plongent : -92% en six mois pour le Crédit Lyonnais ; -75% pour le CIC. Le CIC de Bordeaux a d'ailleurs une idée originale. Riche idée ! Tout en annonçant 95 licenciements, soit plus de 10% du personnel (3), sa direction propose « la contribution salariale de solidarité », qui consiste à

« Bref, l'immobilier se porte mal, l'emploi ne s'arrange pas et la situation du logement empire. »

demander aux employés de bien vouloir payer pour des « investissements porteurs d'emplois », ce deal devant permettre de « préserver 5% des emplois » (4). On les croit ! Après l'achat du syndicat par le « chèque syndical », le patronat propose maintenant de payer son droit à rester dans l'entreprise, histoire de renflouer son capital menacé par la crise dont il est directement la cause. La logique capitaliste emprunte parfois des voies bien tortueuses !

Bref, l'immobilier se porte mal, l'emploi ne s'arrange guère et la situation du logement empire. Au grand contentement du FN qui lance sur Paris une campagne « d'information et de sensibilisation » sur le camp des sans-logis de Vincennes. Drôle d'information : « Des logements pour les Français, des charters pour les Maliens » (5). Ce camp, qui n'a même pas le mérite d'être entouré de barbelés et de miradors, déplaît donc souverainement aux professionnels de la discrimination. Le discours du fascisme est clair, simple, simpliste même, et fait fi de toutes ces réalités bêtement économiques. C'est plus facile et surtout moins dangereux pour les financiers qui le soutiennent.

Bertrand Dekoninck

- (1) *Libération* du 17 octobre.
- (2) *Libération* du 17 octobre.
- (3) Le Fond National du Bâtiment annonce le chiffre de 30 000 licenciements pour 1992 et de 50 000 pour 1993. (*Libération* du 17 octobre.)
- (4) *Le Monde* du 15 octobre.
- (5) *Le Figaro* du 6 octobre.

Echos de presse

Il y a des lectures décapantes, éclairantes... d'autres moins. Il y a ceux qui trempent leur plume dans l'encre de la révolte et de la dénonciation, et les autres plus soucieux de l'effet de style, amoureux de la contrepèterie facile et de l'amalgame. Ce mois-ci, les premiers se retrouvent dans le *Monde de débats*, dans le *Monde diplomatique*, et les seconds, étonnamment, dans les *Dossiers du Canard*. Autant, Michel Onfray, dans le tout nouveau mensuel du *Monde* (*Le Monde des débats*, octobre 1992, n° 1, 30 F) exprime avec conviction son mépris du libéralisme « celui de la droite et celui des socialistes mélangés », autant il affiche fièrement ses convictions : « les banquiers me répugnent, autant que les prêtres et les militaires », autant à l'inverse les *Dossiers du Canard* (« Le Pen, le vrai », octobre 1992, n° 45, 35 F) manient la confusion du style : extrême gauche-extrême droite = même combat !

Le *Canard* nous avait habitués à beaucoup mieux. Ainsi, page 40, un journaliste anonyme écrit : « Maurice Joyeux, un des piliers de la Fédération anarchiste, avait compris, lui, que Le Pen gagne à être connu. » A l'époque (1971), précise ce lumineux rédacteur, Le Pen venait d'achever un mémoire sur « Le courant anarchiste en France depuis 1945 », et avait obtenu auparavant la possibilité de consulter les archives du *Monde libertaire*. CQFD. Il peut conclure, sans gêne : « [...] il y a dans le culte des anniversaires, et l'organisation de base des sections du FN quelque chose qui ressemble beaucoup à certaines pratiques anarchistes... ». Voilà un scoop ! Si les anars savaient ça. Des mauvaises langues racontent que certains journalistes du *Canard* en mal de communisme, version marxiste, chercheraient à se refaire une santé. Voilà qui est une bonne idée, et les anars une cible idéale. Après Cronstadt, les « canardages ». Décidément, il y a de quoi devenir parano. Et puis, pour l'émancipation des générations futures, et la clarté des esprits rapprocher, Le Pen et Maurice Joyeux, voilà qui va réjouir les tenants du consensus. Puisqu'on vous le dit, on vit une époque formidable : tout le monde il est pourri ! Ohé, *Canard* ressaisissez-vous ! C'est vrai, les dossiers Le Pen ça fait vendre ; c'est comme les produits *light* et la mode éco. Mais mefeiez-vous, quand on mélange tout : bleu, blanc, rouge, vert... le tout avec quelques pointes de noir, ça fait brun.

Par contre, on peut lire ce mois-ci, sans décourageur, l'article de Serge Halimi dans le *Monde diplomatique* (octobre 1992, 20 F) sur les médias et la « guerre » du référendum : « Décideurs et délinquants ». Là, le propos est clair, comme d'ailleurs le « testament philosophique » de Félix Guattari dans ce même numéro.

Alain Dervin

Les conférences de l'Union régionale parisienne de la Fédération anarchiste

Premier cycle de conférences de l'Union régionale parisienne de la FA en date du mois d'octobre : le vendredi, à 20 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne (Métro Alexandre-Dumas), 75011 Paris.

— vendredi 23 octobre : L'éthique libertaire.

— vendredi 30 octobre : Fédéralisme libertaire. Auto-organisation. Comment s'organiser ?

• Permanence de l'Union régionale parisienne : le samedi de 14 h à 18 h, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot (M° Oberkampf), 75011 Paris.

• Permanence de la bibliothèque de l'Union régionale parisienne : chaque premier samedi du mois, de 15 h à 18 h, au local « la Rue », 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

RIGOBERTA MENCHÚ PRIX NOBEL !

En cette année où les Etats européens et américains fêtent les 500 ans de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, l'attribution du prix Nobel de la paix à Rigoberta Menchú figure comme un véritable « appel d'air frais ».

Cette candidature a été appuyée à l'unanimité par les 400 représentants des peuples des Amériques lors de la Seconde rencontre continentale de « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire », qui s'est tenue en octobre 1991 au Guatemala.

Rigoberta prix Nobel de la paix, c'est, entre autre, une porte ouverte à la reconnaissance du génocide du peuple indien et de la répression terrible subie par les Indiens au Guatemala.

Pour une fois, nous nous félicitons du choix du jury Nobel !

Les Relations extérieures de la FA

Tournée organisée par la Fédération anarchiste en soutien à la campagne « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire »

En octobre et début novembre, la Fédération anarchiste, en collaboration avec le Collectif Guatemala et la revue *Nitassinan*, organise une tournée de conférences dans le cadre de la campagne « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire ».

Cette campagne aura pour invités des représentants du Mouvement des Indiens d'Amérique (USA et Canada), le Mouvement des sans-terre du Brésil (MST), et à partir du 27 octobre, deux représentants des Communautés populaires en résistance (Guatemala).

La campagne a pour objectifs de faire connaître les luttes indiennes et populaires d'Amérique à l'occasion des commémorations étatiques de la « découverte du nouveau monde », de populariser la campagne de libération de Leonard Peltier et d'établir des liens de solidarité militante entre les peuples d'Europe et d'Amérique autour de quelques projets (coopératives, éducation, syndicalisme...), notamment du projet des CPR.

Liste des villes accueillant la campagne :

— Nice : jeudi 22 octobre, 20 h, salle Bréa, boulevard Carabacel ;

— Toulon : réunion-débat à l'initiative des groupes de la FA « Région-toulonnaise » et « Nada », le vendredi 23 octobre, à 20 h 30, salle Frank-Amal, rue Vincent-Scotto (quartier de la Rode) ;

— Bordeaux : meeting le 24 octobre à 20 h, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

— Poitiers, lundi 26 octobre ;

— Saint-Pierre-d'Oleron : débats organisés en collaboration avec l'Office municipal de la culture au cinéma « Eldorado le 27 octobre à 20 h 30 sur le thème : « A la découverte des Indiens d'Amérique » et le 28 octobre à 20 h 30 sur le thème : « Quelle solidarité en actes ? ». Ces débats seront animés par Claude Margat, écrivain ;

— Nantes : meeting le 30 octobre à partir de 20 h 30, à la Manufacture des Tabacs.

— Rennes, samedi 31 octobre et dimanche 1^{er} novembre ;

— Tours, 2 et 3 novembre ;

— Saint-Denis : mercredi 4 novembre à partir de 20 h 30, à la MJC-Bourse du Travail, rue Bobby-Sands ;

NOUVELLE CUVÉE DU « MONDE LIBERTAIRE »

le monde libertaire un hebdomadaire une librairie des éditions 145, rue Amelot 75011 Paris

cuvee

Fernand Pelloutier

cellier des gravines

BEAUJOLAIS

appellation beaujolais contrôlée

mis en bouteille à la propriété par Louis & Michelle GOUJON

75cl viticulteurs-récoltants "LE LAC" 69640 DENISE 12,5 vol

Après un minivols célébrant le n° 800 du *Monde libertaire* hebdo, voici une nouvelle cuvée. Cette cuvée de 1991, disponible cet automne, a été choisie, cette année, parmi les beaujolais, dont le fruit de la vente servira à alimenter les caisses de nos éditions. Prix : 30 F la bouteille & 180 F le carton de 6 bouteilles (pour expédition, ajouter 40 F de port). Vos chèques sont à libeller à l'ordre des « Editions du Monde Libertaire ».

En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

ISRAËL - PALESTINE

Escadrons de la mort et cibles palestiniennes

Un journaliste israélien antisioniste témoigne

Michel Warshawsky nous a reçus le 2 juin 1992 au Centre alternatif d'information. La campagne électorale s'affichait sur les murs de Jérusalem. Une campagne sans programme politique, ni discussion, mais directement basée sur la discrimination et le racisme.

Octobre 1992, la série de mesures politiques destinées à prouver la volonté de paix du gouvernement Rabin se mettent en place avec lenteur. Sont-elles autre chose qu'un leurre après l'obtention auprès de Bush des garanties bancaires pour l'emprunt de 10 milliards de dollars ?

La libéralisation des permis de travail pour les travailleurs palestiniens : c'est la conséquence des demandes des patrons israéliens, demandeurs d'une force de travail à bon marché. La libération de

prisonniers : les 800 prisonniers prochainement libérés ont déjà accompli les deux tiers de leur peine et cela ne concerne pas les détenus administratifs, certains étant retenus sans motif d'inculpation et en toute illégalité. Le gel « partiel » des implantations : la poursuite des « implantations de sécurité » et des « constructions commencées » n'est absolument pas remise en cause. Où en est la future autonomie modèle Rabin ? Quel changement indique l'intention du gouvernement Rabin de s'acheminer vers un retrait des forces armées des territoires occupés ? La répression est-elle en recul et les unités spéciales de l'armée n'opèrent-elles plus dans les territoires occupés ? Les Palestiniens « recherchés » ne sont-ils plus des « cibles à tuer » pour ces commandos de la mort ? (1)

le-feu pour Israël. S'il n'y a pas gel des colonies, de la confiscation des terres et de la répression du côté israélien, pourquoi attendre un gel du côté de l'Intifada, civile ou militaire. Par ailleurs, l'existence de ces commandos et leurs activités sont-elles coordonnées et révèlent-elles une politique à double ou triple face ? Les

Palestiniens. Ils ont le sentiment de ne pas être pris en considération par les directions de l'extérieur. Dans le magazine *Haaretz*, un de ces militants, tué peu après, a eu cette réflexion amère : « Arafat doit connaître notre existence et que nous ne recevons aucune aide. » Sans s'opposer aux négociations, il soulignait que d'autres considérations étaient à prendre en compte. Acte d'accusation cachée de l'OLP qui mise tout sur une facette du processus.

L'absence de perspective

Christiane Passevant et Larry Portis

négociations d'une part, l'action civile d'autre part et enfin l'action militaire résultent-elles d'une stratégie délimitée ? Les initiatives prises sur le terrain ne reflètent pas toujours des consignes politiques précises. Aucune des organisations palestiniennes n'a appelé à un cessez-le-feu, ni demandé à ses militants d'arrêter tel ou tel type d'activités. Au travers des entretiens de ces militants recherchés, ou condamnés à mort en sursis, parues dans la presse israélienne, on comprend leur frustration et celle d'une partie de la population palestinienne. Elle provient à la fois d'une déception devant le manque de résultats concrets des négociations et l'absence de perspectives immédiates pour le quotidien des

(1) *Targeting to Kill : Israel's Undercover Units*. Jérusalem, mai 1992. Rapport du *Palestine Human Rights Information Center* sur les commandos de la mort israéliens.
(2) *The Other Front*, hebdomadaire sur les médias israéliens publié par l'AIIC (Alternative Information Center).

— On parle beaucoup des *Under cover Units*, ces unités spéciales militaires qui sont responsables de l'exécution de Palestiniens. Est-ce un phénomène nouveau ou bien est-ce que cela a toujours existé ?

— Michel Warshawsky : Dès 1989, une équipe de collaborateurs, d'amis qui travaillaient à Haïfa, avait publié plusieurs rapports sur ce sujet. Plus particulièrement un concernant le village de Jabaa, près de Jénine. Ils ont soulevé la question d'assassinats prémédités et planifiés de présumés meneurs palestiniens. Il y a deux ans, le mouvement *Yesh Goul* a publié une brochure écrite par Maya Rosenfeld qui a présenté quatorze cas, très bien documentés, de personnes assassinées de sang froid par des unités militaires ou par des civils soupçonnés être des militaires.

A la même époque, l'agence Reuter annonçait l'existence de deux unités de l'armée qui opéraient clandestinement, déguisées, pour réprimer l'Intifada. Si l'on ne parlait pas encore d'unités de tueurs, on liait très souvent l'activité de ces unités à des cas où la personne recherchée ou arrêtée mourait soudainement. Donc ce n'est pas nouveau. Mais la nouveauté, c'est que, premièrement, l'armée reconnaît l'existence de ces unités ; et, deuxièmement, que les très nombreux témoignages directs concordent tous et confirment que ceux qui furent abattus ne montraient aucune intention d'attaquer les soldats, mais qu'ils

furent cependant tués à bout portant.

— Dans *The Other Front* (2), on souligne la multiplication de ce genre d'opérations. Et dans le *Jerusalem Post*, on parle de nouvelle politique et de tactique efficace pour contrôler l'Intifada et ses éléments terroristes.

— Michel Warshawsky : La nouveauté, c'est de permettre cette publicité autour de ces méthodes. Pourquoi ? Est-ce de l'intérêt public de donner tant d'importance à ces commandos ? Je crois que le bruit fait autour de l'existence de ces commandos et de leurs activités crée un état de tension permanente sur quelques dizaines, quelques centaines de Palestiniens qui

opérations soient, dans la majorité des cas, montées contre les postes militaires, permet à l'armée de justifier l'utilisation de méthodes « militaires » pour liquider ces commandos. L'utilisation d'armes dans l'Intifada n'est pas nouvelle, mais son importance s'est accrue depuis un peu plus d'un an.

— Multiplication des groupes armés parallèlement aux négociations pour la paix, n'est-ce pas une contradiction ?

— Michel Warshawsky : Il n'y a pas de contradiction. Négocier ne signifie pas cessez-

L'avenir des colonies

vivent dans la clandestinité. Pour les obliger à se démasquer. Certains dans l'espoir d'être arrêtés vivants.

— En juin dernier, quand la bande de Gaza a été fermée, trois Palestiniens d'un groupe armé ont été tués. Les commandos israéliens répondent-ils à une nouvelle situation dans les territoires occupés ?

— Michel Warshawsky : Le fait qu'il y ait aujourd'hui plusieurs centaines de Palestiniens vivant dans la clandestinité, armés, et que des



Le 29 mai 1992, manifestation à Gaza contre l'assassinat de jeunes militants palestiniens. © Christiane Passevant.

Sur Radio Libertaire
(89.4 FM)

chaque jeudi
de 8 h 30 à 10 h
écoutez
« Chroniques d'Ilyrie »

L'actualité de l'ex-Yougoslavie
et des alentours

SUISSE

Conférence européenne à Genève sur la contraception et l'avortement

Près de 200 femmes se sont retrouvées à Genève les 25, 26 et 27 septembre à l'initiative de l'ENWRAC (1) pour une conférence européenne sur l'avortement et la contraception. De 27 pays d'Europe, mais aussi d'Inde, d'Israël ou des Etats-Unis, elles étaient venues exposer la réalité de ces droits en 1992.

Cette réalité apparaît différente d'Est en Ouest. D'un côté, il y a des lois garantissant le droit de maîtriser sa fécondité qui sont remises en question, comme si les droits des femmes étaient l'héritage du seul communisme, et qu'ils devraient être rejetés au même titre que celui-ci. De l'autre, il y a des pays qui gagnent peu à peu certaines libertés (l'Irlande toujours réactionnaire, néanmoins), mais qui restent fragiles sous les assauts des intégrismes religieux, de la montée de l'ordre moral et des restrictions budgétaires.

AL'Est, en Pologne tout d'abord, le code de déontologie médicale, approuvé par la Ligue polonaise des médecins, en décembre 1991, a entraîné le développement d'un « tourisme gynécologique » vers la Tchécoslovaquie, la Lituanie, l'Allemagne. Non seulement les médecins refusent de procéder à une interruption de grossesse (les hôpitaux renvoient les femmes qui formulent cette demande), mais les femmes sont également privées de soins comme les tests prénataux ou l'amnio-centèse. Personne ne s'étonne de l'augmentation du nombre de cas d'infanticides, d'autant que l'information est quasi inexistante et que les contraceptifs ne sont pas remboursés. Le 24 juillet dernier, le Parlement polonais a rejeté l'idée d'un référendum sur l'interruption de grossesse ; le projet de loi anti-avortement sera, quant à lui, prochainement débattu par une commission « spéciale ».

Dans l'ex-URSS, les femmes recourent en premier lieu à l'avortement ou pratiquent l'abandon, voire l'infanticide

(on compte 300 à 400 infanticides par an). Les avortements éliminent quelque 80% des grossesses non désirées ; la contraception n'en écarte que 20% du fait qu'elle n'atteint que 10 à 30% de la population dans les diverses régions. Aujourd'hui, 500 000 enfants (qui ont pourtant leurs parents) sont à la charge de l'Etat. En dépit de la législation sur l'avortement, datant de 1955, les interruptions de grossesse illégales persistent. Elles s'élevaient à 50%, voire plus, des interruptions légales. Notons aussi que l'avortement est gratuit, mais se pratique sans anesthésie.

En Estonie aussi, l'avortement reste le moyen le plus fréquent de régularisation des naissances. Durant les 50 ans de régime communiste, l'éducation sexuelle était pour ainsi dire inexistante. Les contraceptifs sont peu accessibles du fait de la pénurie et de leur coût élevé.

Si la Lituanie a la natalité, le taux d'avortement, la mortalité maternelle et infantile le plus bas des pays de l'ex-URSS, c'est sans doute le reflet du niveau élevé des services d'hygiène publique. Mais l'Eglise dirige ses activi-

tés vers le rétablissement d'idées spirituelles dans la sphère familiale, l'interdiction du divorce et de l'avortement.

En Bulgarie, ce n'est qu'en 1990 que le droit à l'avortement a été légitimé mais en l'absence d'information sanitaire et d'éducation sexuelle. Les femmes restent victimes de préjugés, qu'elles soient issues des communautés bulgare, turque, ou tzigane. Le nombre des avortements a diminué dès que l'interdiction a été levée, mais il y a encore 900 enfants en Bulgarie qui naissent chaque année de mères n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans.

A l'Ouest, les cas les plus dramatiques ont été également présentés. En Irlande, l'avortement est illégal depuis

En Allemagne, le 25 juin 1992, une loi a été votée par le Bundestag pour « la protection de la vie en devenir, pour le développement d'une société qui soit mieux au service de l'enfance et pour la réglementation des interruptions de grossesse ». On attend la décision du tribunal pour ce mois-ci, suite au recours déposé par le land de Bavière. Grand point d'interrogation pour les femmes allemandes qui dans l'ex-RDA bénéficiaient du droit à l'avortement.

Ainsi, les *pro life* exercent des pressions pour remettre en question la pratique des interruptions de grossesse, mais aussi pour modifier la loi. Au Danemark, Pays-Bas, Italie, France... ils multiplient les commandos anti-IVG.

De ces divers aspects d'une même réalité, l'ensemble des participantes ont réaffirmé la détermination des femmes à arracher un réel libre choix : défendre des droits qui étaient acquis et/ou en obtenir un meilleur accueil, une éducation sexuelle et le remboursement de l'avortement et de la contraception. Mais aussi dépénaliser l'avortement et élargir le choix des contraceptifs, notamment avec l'utilisation de la pilule abortive RU 486 seulement permise en France, en Grande-Bretagne et en Suède.

D'autres femmes veulent démedicaliser l'avortement et pouvoir vraiment exercer leur contrôle. Surtout quand on sait que les populations noire et hispanique sont soumises à la stérilisation à leur insu.

A Genève, il a été décidé de mettre en place des coordinations de toutes les forces défendant ces revendica-

tions et de développer ce réseau européen autant pour l'information que pour l'échange de pratiques militantes que et d'interventions concertées : faire profiter les autres de pratiques autonomes des femmes (centres, maisons des femmes...), de solidarités non-gouvernementales (projets menés en Pologne par exemple pour l'aide à l'éducation sexuelle et à la formation de médecins et de personnels paramédicaux) ou bien encore d'interventions plus institutionnelles (une parlementaire européenne des Verts n'a-t-elle pas proposé de soutenir avec la garantie de son immunité toute activité de désobéissance civile en matière d'avortement dès lors qu'elle s'appuierait sur un mouvement social en Irlande ?). Prochain rendez-vous : Strasbourg début 1994 sur le thème des « opposants aux droits des femmes », qu'ils soient des droites extrêmes et intégristes ou qu'ils soient gouvernementaux, en y associant les axes de mobilisation des femmes et de tous ceux qui défendent « le droit de choisir ». L'organisation de cette conférence en reviendrait à la coordination nationale des associations, syndicats et organisations politiques pour le droit à l'avortement et à la contraception dans laquelle la Fédération anarchiste est engagée à un niveau militant.

Hélène
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) Réseau européen pour le droit des femmes à l'avortement et à la contraception (European Network for Women's Right to Abortion and Contraception), créé il y a deux ans lors d'une première conférence en Norvège, rassemblant des déléguées de 12 pays.

Un réel libre choix

1861, et un amendement, en 1983, l'a rendu anticonstitutionnel. La publicité sur la contraception de même que l'homosexualité est interdite. C'est là qu'on rencontre le pourcentage de nourrissons séropositifs le plus élevé de la CEE, faute d'une information sur la contraception. C'est là aussi qu'on observe des mineures, mères de famille et célibataires, de plus en plus nombreuses. Il est à remarquer qu'en 1992, six enfants irlandais sur dix vivent dans des familles considérées comme au « dessous du seuil de pauvreté ». L'Irlande possède le record européen du taux de chômage.

LOIN DES ÉLITES ET DES POUVOIRS

L'autre Afrique

L'EUROPE réfléchit sur son avenir communautaire ; l'Amérique traverse sa fièvre conservatrice et égocentrique... au milieu de toutes ces froides conséquences, le Sud continue désespérément sa descente aux enfers. 1990 a été pour l'Afrique, le temps de la démocratisation forcée, faisant implorer comme au Mali des régimes déchus, remettant en cause les pouvoirs militaires ou dictatoriaux implantés avec la bénédiction de la France et des autres puissances du Nord.

Les élites africaines, les étudiants, les intellectuels exigeaient d'autres changements, glosant à longueur de temps sur les vertus de la démocratie politique en Afrique. Cependant, comme un mur du silence, voulu ou imposé, on enferma la seule

question utile : De quelle Afrique parle-t-on ? Celle des élites, qu'on retrouve dans les cercles des pouvoirs d'exécution ou d'opposition ou de l'Afrique rurale, urbaine, celle des paysans habitant les villages, des pauvres qui croupissent dans la misère des bidonvilles de Dakar, Bamako ou

Entre mots et maux

Nouakchott ? C'est de cette Afrique-là, dont je veux parler, en parler autrement, avec ses mots et ses maux.

Cette Afrique habite les villages. Elle se lève et va aux champs. Sème et laboure la terre. Le matin,

les femmes de cette Afrique sont aux puits, attisent le bois enflammé pour la cuisson du mil ou du sorgho. Les femmes de cette Afrique s'écroulent, souffrent dans l'oubli, enfermées par des traditions injustes, qui ne leur reconnaissent qu'un rôle mineur, alors qu'elles, plus que d'autres, supportent les plus grands fardeaux sous un soleil brûlant et meurtrissant.

Cette autre Afrique est enclavée dans les flaque d'eau nauséabonde de Bamako. Traces de vies détruites, lépreux et affamés, les hommes de cette Afrique, à Dakar, comme à Nouakchott, se battent pour le pain quotidien, assurés d'avance que demain est une incertitude monstrueuse.

Consciente, certes, elle connaît sa pauvreté, mais elle garde encore le sens humble de la dignité, de la chaleur et de la

convivialité. Elle sait, loin des gloses superficielles de ses élites, qu'elle doit d'abord compter sur elle-même, sur ses paysans déracinés par la sécheresse, sur ses fils, vidés de tout espoir.

Comme Mamadou Sy, ce fils de paysans mauritaniens, elle sait que les rois qui trônent à Luanda ou à Lagos ne sont que des sous-rois au service de plus grands, qui eux n'ont ni faim ni soif.

La véritable Afrique

Elle sait pourquoi les villages sont vides ; pourquoi les enfants des paysans sont partis ailleurs vers le riche Eldorado du Nord. Elle sait ce que ces enfants apportent, et les batailles qu'ils mènent pour le développement local.

Cette Afrique me demande, à moi journaliste noir, vivant en exil forcé à Paris, pourquoi en France, on aide encore des sanguinaires et des corrompus. Pourquoi les hommes politiques français insultent à longueur d'émissions leurs

« frères » immigrés africains qui sont à Paris. Qui est Jean-Marie Le Pen. Est-ce un homme ou un démon ? A-t-il des enfants ou des amis ?

Je l'écoute impuissant à répondre, pour lui dire enfin que si je pars à Paris, je dirai ce qu'elle m'a dit à ceux qui veulent changer le système qui l'avilit, à ceux qui ne veulent pas comme elle être privés de liberté ni se soumettre à tous les pouvoirs établis en Afrique comme ailleurs.

L'autre Afrique, ce sont ces hommes et ces femmes, rencontrés dans les villages maliens, mauritaniens... Elle n'est ni éternelle ni meilleure que d'autres, elle est simplement la majorité écrasée, et elle est la véritable Afrique.

Elle écoute, comme les Indiens d'Amérique ou les Kanaks de Nouvelle-Calédonie, le pouls de terre que la modernité forcée détruit. Elle contemple, aussi impuissante, la mort des hommes déchirés par des bombes fabriquées ailleurs, au Libéria comme en Yougoslavie, et se demande encore pourquoi ne fait-on rien.

Ben Kamara (« Afrique politique » - Radio Libertaire)

En bref

SOUTIEN AU DROIT D'ASILE 1

Au début de cette année, 70 personnes ont été arrêtées dans des villes comme Guingamp, Brest, Nantes, Angers, Bordeaux... lors d'une opération policière commanditée par le parquet de Paris. La justice reprochait à ces personnes la rencontre ou même l'hébergement de militants basques.

Elles furent inculpées d'association de malfaiteurs, liées à une entreprise terroriste et pour certaines d'entre elles incarcérées dans les prisons de Fleury et de Fresnes. Malgré ce coup de force, des comités de soutien furent créés en vue de leur libération, et afin de préparer leur dossier respectif de défense.

En outre, des réunions publiques eurent lieu, auxquelles participaient les inculpés, et ceci malgré le contrôle judiciaire, leur interdisant tout contact entre co-accusés.

Fin septembre, il ne restait plus qu'une personne en prison. Le jeudi 1^{er} octobre, le juge Le Vert de Nantes faisait monter d'un cran la répression. Véronique Hunault-Thomas, qui fut incarcérée durant deux mois, puis libérée en juin, vient de réintégrer la prison de Fresnes sur mandat d'amener du juge. Il lui reproche d'être en infraction au contrôle judiciaire.

Peut-on reprocher à quelqu'un de tout mettre en œuvre pour se défendre ? D'une façon plus large, peut-on accepter que la répression s'abatte sur les personnes qui agissent en défense du droit d'asile ? Pour manifester votre soutien, nous vous demandons d'écrire à **Véronique Hunault-Thomas, n° 829054 W, allée des Thuyas, 94261 Fresnes.**

SOUTIEN AU DROIT D'ASILE 2

Défenseur du droit d'asile, Giuliano Cavaterra a été arrêté à Bordeaux le 4 août dernier (cf. ML 879). Après audience chez le juge Le Vert, il vient de voir sa demande de liberté provisoire rejetée. Le comité de soutien a donc décidé de se mobiliser à cette occasion, et vous appelle à une manifestation le **samedi 24 octobre, à 14 h 30, place de la Victoire à Bordeaux.**

Pour contacter le comité de soutien, écrivez à la **librairie L'En-Dehors, 6, rue Saint-François, 33000 Bordeaux. Tél. : 56.92.17.78.**

ETUDIANT : EXPULSION ?

Il y a trois ans, Ali est entré en France pour étudier. Il a tenté à plusieurs reprises de régulariser sa situation, mais à chaque fois, il s'est heurté au mur dressé par l'Etat contre les étrangers. Ali est aujourd'hui régulièrement inscrit à l'université Paris VIII (Saint-Denis). Arrêté à la suite d'un contrôle de la gendarmerie, il est passé en procès le 17 juillet et sa peine lui sera signifiée le **vendredi 23 octobre après-midi par la 13^e chambre correctionnelle de Créteil (Métro Créteil-Université).** Venez le soutenir à l'audience.

Retrouvez le groupe FA Milly-Witkop et l'OCL-Nantes sur Radio Alternantes (fréquences 98.1 sur Nantes et 91 sur Châteaubriant) le mardi 27 octobre de 19 h 40 à 20 h 30.

INTERMITTENTS DU SPECTACLE

La base trahie

GREVE ou manifestation, il faudra choisir désormais.

Une façon comme une autre de diviser les professionnels du spectacle encore en lutte pour leur assurance chômage : la CGT n'a pas lancé d'appel à la grève pour la manifestation nationale du 19 octobre. Comment les intermittents qui travaillent, il y en a, et les permanents solidaires, peuvent-ils participer ? Mystère. Mais le spectacle est garanti : la CGT a affrété des bus pour ses délégations de province, invité des théâtres de rue ; un metteur en scène a mis la main à la pâte. Vive la parade !

Pas de droit de voter la grève pour les chômeurs

D'aucuns réclamaient un enterrement, lors du dernier compte rendu. Il y avait de quoi : les syndicats CGT ont tous refusé de recevoir la délégation unitaire composée de leurs propres syndiqués, de non-syndiqués et de membres de FO. La CGT appelle seule à la manifestation. La fédération FO a déclaré forfait. Le syndicat des acteurs FO a décidé de participer quand même, quant aux non-syndiqués, ils feront ce qu'ils voudront. Maigre consolation pour les 200 signataires de l'appel à l'unité. Un responsable du SFA-CGT (syndicat des artistes interprètes) assistait au compte rendu. Il a donné son opinion : les chômeurs ne devraient pas avoir le droit de voter la grève. Pourtant, la CGT l'a seriné tout au long du mouvement : il lui faut trois semaines pour préparer une grève, avec le résultat que l'on sait. Comment les intermittents les plus précaires, qui ignorent souvent la veille s'ils seront engagés le lendemain, pourront-ils jamais voter la grève pour défendre les ASSÉDIC dont ils ont tant besoin ? Ils auront toujours le droit de travailler à sa préparation, et le « devoir » de refuser de remplacer un gréviste. Mais voter, que non point ! La proposition est de toute façon rigoureusement inapplicable. Tout le monde le sait. Comment contrôler le planning de gens qui sont engagés parfois sans contrat, au dernier moment ? Pourquoi la faire, alors ? Savamment et sournoisement distillée, elle atteint son but : les chômeurs, qui souffrent déjà suffisamment de leur situation, n'osent plus voter, culpabilisés qu'ils sont. (213 abstentions à Chaillot). Il suffisait

d'y penser. Après l'unité, il restait encore la solidarité à attaquer.

« On voulait travailler avec les syndicats, pas contre eux », constatait amèrement une non-syndiquée de la délégation.

Syndique-toi donc, diront les uns. Au SFA, non merci, sans façon. Ne te syndique donc pas. Oui, mais quoi faire ? L'unité ? On a déjà donné.

Coordine-toi, donc.

Alors ça, c'est pire que tout : infiltré, manipulé par le gouvernement, la droite, suivant les besoins de la cause, réactionnaire de toute façon. Les syndicats l'ont bien expliqué : les coordinations, c'est traître à l'interprofessionnel. Hélas, à lire le programme des coordinations régionales, on peut craindre le pire. Le manifeste est un petit poème social.

Il n'y aurait plus de chômage du spectacle, mais un salariat spécifique. « Un statut de salarié ! pas un statut de chômeur ! Activité permanente à salariat intermittent ! ». Mais, attention, seulement pour trois ans. En dessous d'un certain nombre d'heures, qui n'est pas précisé, vous serez licencié. Vous ne serez plus un professionnel du spectacle. Logiquement, tous les acquis sociaux, retraites, sécurité sociale, spécifiques tombent. Voilà le problème résolu pour le coup : il n'y aura plus de chômage dans le spectacle, puisqu'on licenciera les chômeurs. Il fallait quand même le trouver.

Parler de coordination provoque un tollé général à Paris : ironie du sort, ceux qui crient le plus fort, ce sont les non-syndiqués. Confondant structure et programme, « Unis avec les syndicats », ils ont toujours fièrement refusé de s'organiser, pour ne pas devenir réactionnaires, manipulés, infiltrés, et sont allés se faire couper le cou à Chaillot en chantant, laissant leur comité (ex-collectif) sombrer corps et bien.

Un goût de déjà vu : le rapport Sandrey

Mais d'où vient le programme des coordinations régionales ? Il a un goût de déjà vu. Eh oui, c'est le rapport Sandrey, commandé en 1984 au SFA par le gouvernement, qui pointe le bout de l'oreille : les syndiqués de base du SFA croyaient pourtant de bonne foi s'en être débarrassé pour de bon : ils l'avaient refusé en assemblée générale statutaire. Voilà qu'ils le retrouvent chez les coordinations ! Quelques irréductibles, syndiqués, et non-syndiqués, unis, refusent encore de défiler aux côtés des coordinations régionales. Mais qui était mandaté au colloque de Strasbourg pour les inviter ? Maintenant, vous l'avez sûrement déjà deviné.

Michèle Rollin

Associations

COOPÉRATIVE BIOLOGIQUE « A LA TABLE DE GAÏA »

« A la Table de Gaïa » est une coopérative en devenir, où l'on pourra acheter des produits au prix de gros ou au prix des producteurs. Cette coopérative ne fera donc pas de bénéfice sur la vente des produits qu'elle distribuera auprès de ses membres. Si vous souhaitez devenir adhérents à « A la Table de Gaïa », il suffit de verser 200 F de cotisation annuelle à l'ordre de ladite coopérative.

« A la Table de Gaïa », 32, rue Titon, 75011 Paris. Tél. : 43.48.73.96.

DÉBAT À LA LIBRAIRIE LA GRYFFE DE LYON

Le samedi 31 octobre, à 15 h, se déroulera un débat avec le journaliste Fausto Giudice autour de son livre *Arabicides* (vingt ans de crimes racistes en France, plus de 200 meurtres).

Librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M^e Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

CONFÉRENCE-DEBAT DE LA LIBRE PENSÉE AIXOISE

La Libre Pensée d'Aix (groupe Francisco-Ferrer) organise une conférence-débat sur le thème : « La laïcité et la Libre Pensée », le jeudi 5 novembre, à partir de 18 h 30, salle Voltaire, rue des Muletiers (côté parking des Cardeurs).

Libre Pensée, Aix Associations, Le Ligourès, place Romée-de-Villeneuve, quartier Encagnane, 13090 Aix-en-Provence. Tél. : 42.24.05.53.

FÊTE LIBERTAIRE CLERMONTOISE

Le GAEL organise une fête libertaire le samedi 7 novembre au bar associatif « La Truie qui doute », 4, rue Giscard de la Tour-Fondue, à Clermont-Ferrand.

CONFÉRENCE DU COLLECTIF « MALGRÉ TOUT »

Le Collectif « Malgré tout » organise une conférence à la Maison de l'Amérique latine, le vendredi 13 novembre, à 20 h, sur le thème : « Cinquième centenaire, cinq siècles de modernité ». Cette conférence sera animée par Guillermo Lincoln et Miguel Benasayag.

Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Nouvelles du front

SOLIDARITÉ AVEC LES IMSOUMIS BASQUES

Après une « pause » de trois mois, la campagne pour la libération des insoumis basques reprend du poil de la bête. Cette campagne redémarre sur le thème de l'« incarcération de prisonniers d'opinion (adoptés par Amnesty International) et sur l'enjeu de la cassation.

Cette campagne a eu pour première manifestation de reprise l'envoi le 5 octobre au ministère de la Justice d'une délégation conduite par Denis Langlois, demandant la libération et l'arrêt des poursuites contre les insoumis. A cette occasion, il a été remis une pétition signée par 3 500 personnes.

Pour soutenir les insoumis basques, écrivez à :

— Erik Lechardoy, n° 9514, maison d'arrêt, 112, rue Saint-Roch, 16015 Angoulême ;

— Jean-François Lefort, n° 4665, maison d'arrêt, BP 141, 17306 Rochefort cedex.

Pour plus de renseignements, contactez le **Comité de solidarité avec les antimilitaristes emprisonnés, BP 28, 33031 Bordeaux cedex. Tél. : 56.31.43.84.**

Vient de paraître : « Volonté anarchiste » n° 41
Paul Robin
 « De l'enseignement intégral »
 présenté par Nathalie Brémard

Prix : 25 F (+ 4 F de port)
 Abonnement : 190 F les 8 numéros
 (chèque à l'ordre de ASH)

A commander au groupe Fresnes-Antony
 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony
 En vente également à la librairie
 du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris
 (chèque à l'ordre de Publico).

POLAR

« Les rues de feu »

Thomas H. Cook - éditions Gallimard
(série noire n° 2299)

Thomas H. Cook est l'auteur de polars inégaux mais parfois excellents comme *Du sang sur l'autel* (Série noire n° 2021), qui dénonçait la bigoterie des mormons ou *Haute couture et basses besognes* (Série noire n° 2210), hommage émouvant aux syndicalistes new-yorkais du textile.

Dans son dernier roman, *Les rues de feu*, il se penche sur les problèmes des Noirs américains. Bien que le sujet soit d'actualité (notamment après les émeutes de Los Angeles), le romancier a préféré nous emmener faire un voyage dans le temps : à Birmingham, Alabama, en 1963. Cette ville était le bastion de l'apartheid légal, qui sévissait

alors dans le pays. Le mouvement des droits civiques de Martin-Luther King entreprend cette année-là une guérilla non-violente contre les autorités de la ville. Dans ce contexte troublé, la plupart des flics locaux rêvent de bavures raciales. Sauf un, Ben Wellman, qui enquête sur le meurtre d'une petite fille noire du ghetto. Au cours de ses investigations, il apprendra que le mobile du crime n'a peut-être rien à voir avec les tensions raciales...

Thomas H. Cook a réussi, là, un livre tout en nuances, et qui maintient la tradition du roman noir social.

Yves B.

RADIO LIBERTAIRE
(89.4 FM)
SÉLECTION DE LA SEMAINE

« Cannelle et Cerises » et
« Blues en liberté », mercredi
28 octobre, 9 h 30 - midi :
émissions couplées sur le
thème du chat.

« Ras-les-murs », mercredi
28 octobre, 20 h 30 - 22 h 30 :
Véronique Mahoum-Grappe
nous parlera de son livre *La
Culture de l'ivresse* (éd. Quai
Voltaire).

« Mots et musiques » & Radio Libertaire
présentent
PACCOUD
« Sur la route again »
avec la participation
de la Fanfare de la Butte-aux-Cailles
lundi 26 octobre - 20 h 30
Théâtre Clavel
3, rue Clavel (M° Pyrénées), 75019 Paris.
Prix : 90 F & 70 F.

Ciné sélection

« L'architecture du chaos »

Il faut lever toute ambiguïté et confusion à propos du film de Peter Cohen : *L'architecture du chaos* ; ce film est faux dans ses conclusions politiques car il croit que le national-socialisme est réductible à la personnalité de Adolf Hitler, suggérant que ce système et cette idéologie n'ont plus de raison d'être une fois le Führer disparu. De manière totalement contradictoire, le film cite sur sa dernière image, le célèbre : « Il est fécond le ventre d'où est sortie la bête immonde ».

L'esthétique du film fonctionne selon la formule un peu simpliste de la présentation d'images d'archives accompagnées d'un commentaire (dit ici par Jeanne Moreau). *L'architecture du chaos* mérite cependant d'être vu, surtout à l'heure des Faurisson et des Le Pen.

L'architecture du chaos a au moins le mérite d'aborder le national-socialisme sous un angle particulier : celui de la relation de ce régime avec les « artistes » et « intellectuels ». Ici, il s'agit avant tout de l'architecture et des arts plastiques. (D'ailleurs, un tel éclairage serait probablement fructueux quant aux architectures et peintures stalinienne.) Rappelant qu'Adolf Hitler fit des études de peinture et d'architecture à Vienne, (on voit d'ailleurs quelques-unes des « œuvres » du jeune Adolf, de pâles copies de tableaux académiques et pompier), le film tend à faire croire que le nazisme serait un système politique dérivé des conceptions « artistiques » du Führer... Encore une fois, c'est donner à l'individu Hitler plus d'importance qu'il n'en a eu et cacher le fait que l'avènement de ce régime n'a été permis que par l'aide du capital. Il est par contre intéressant de voir combien les conceptions « artistiques » de ce régime en sont le reflet.

Hygiène, santé, propreté sont les mots d'ordre de cette société que les médecins et les scientifiques sont chargés d'appliquer. Ces trois notions débouchent inévitablement sur les idées de « pureté » et de « beauté ». Qu'est-ce que le beau

pour les nazis ? C'est mettre en pratique les théories fausses de Brecker qui affirme que l'homme, la nature et l'art doivent se rapprocher pour ne faire qu'un. On voit bien comment avec l'aide de « scientifiques » qui légitiment ces théories absurdes, on va forcer une société à faire que l'homme devienne soi-disant beau comme une œuvre d'art ! C'est le monde à l'envers au vrai sens de l'expression. C'est donc au nom de cet « idéal » d'un homme « pur » et « beau » qu'on va euthanasier les êtres différents : d'abord les malades mentaux, les hommes « mal formés » puis les Juifs.

Quant aux œuvres d'art « picturales ou architecturales que le système nazi a produites, elles n'ont pour elles que le gigantisme de leur laideur et de leur vide, et leur coût monumental pour le peuple allemand. Modigliani, Picasso, Kokoshka... tout ce qui a fait une part majeure de l'histoire de l'art de ce siècle, le nazisme l'a vilipendé en le nommant art dégénéré, et a suspendu aux murs de ses « musées » des croutes et déchets stupéfiants de naturalisme et de manque d'imaginaire.

Le culte que le nazisme a voué à l'Antiquité ne doit pas non plus faire croire, comme le dit le film, que la guerre menée par le III^e Reich est une guerre moderne avec des objectifs antiques. Non ! Il s'agit dans cette guerre de la barbarie toujours possible que le capital est prêt à faire subir à tout peuple opprimé. Le film doit être vu parce qu'il montre un aspect du nazisme trop souvent ignoré. Mais plutôt que de conclure comme lui que le nazisme n'est jamais que l'application des « théories » architecturales de Hitler, mieux eût valu déduire l'inverse : la mise en œuvre de ce régime n'a jamais produit qu'une architecture, celle des camps de la mort.

Oui... « il est encore fécond le ventre d'où est sortie la bête immonde », on ne le dira jamais assez.

Laura L.
de « Fondu au noir »

ZIQUE MADE IN USA

Perceuses et tambourins

« La musique est un cri qui vient du fond du cœur », nous a dit un culturiste globe-trotter et amateur d'armes à feu célèbre. Mouais, alors disons que ceux dont je vais vous parler ont le cœur en béton et branché sur le secteur.

Commençons par un anniversaire, celui qui s'offre l'un des tous premiers labels indépendants américains : Alternative Tentacles. A la base d'AT, on trouve Jello Biafra, ex-chanteur et parolier incendiaire des défunts Dead Kennedys. Alors, à l'occasion de sa centième réalisation, ce label nous livre une compilation détonante : seize groupes reprennent seize titres des Dead Kennedys. Surprise, car rares sont ceux qui se sont cantonnés dans la reprise « académique » (palme du délire aux Canadiens de No Means No pour leur *Forward to death* a capella). A déguster les yeux fermés !

Bad Religion est de retour avec un nouvel album de onze titres, *Generator*. Avec eux, pas de surprises, c'est du hardcore-rock carré, mélodique que survole la voix de Greg Graffin ; si bien qu'immanquablement on regrette leur manque d'imagination... tout en tapant frénétiquement de l'orteil gauche dans ses Docs Martins. Alors, on se laisse bercer par les rythmes entraînants en tendant une oreille attentive aux paroles écolos de leurs morceaux. Vous y retrouverez d'ailleurs les deux titres qu'ils sortirent en 45 tours lors de la guerre du Golfe pour combattre le nouvel ordre mondial, et dont la face B était une intervention du camarade libertaire américain Noam Chomsky !

Neurosis, eux, changent. Après deux albums de hardcore incisifs, leur dernier opus marque un virage

important : musique sombre, tempo lent, atmosphère de fin du monde et paroles de même acabit... *Souls at zero* surprend et dérange... à vous de voir !

ALL, c'est tout le contraire. Si vous aimez le punk, écoutez *Percolater*, leur cinquième vinyl. Ce n'est certes pas le meilleur, mais on se surprend à siffloter sur quelques titres ! Sous un nom précédent, Descendants, ils avaient également sorti deux live époustouffants.

Avec *Harder than you*, les 24.7-Spyz nous avaient offerts un mélange de rap et de hardcore politisé et frétilant. *Strength in numbers* est plus métal et plus lourd : entre deux reggae, certains titres font très mal, comme *Crime story*, qui nous rappelle que des bavures à la Rodney King, il y en a quotidiennement aux Etats-Unis.

Enfin, avant de vous endormir dans les bras mastrichtiens d'un Morphée démocrate-chrétien, n'oubliez pas de jeter un coup d'œil au dernier forfait des fêlés de Victim's family. Ce trio s'y entend pour le mix musical : du punk, du hardcore, du jazz, c'est le BHV ! On jubile devant leur dextérité (ils multiplient les breaks comme d'autres naguère les pains !) et leur humour cynique et libertaire : tout y passe, de la critique du nationalisme et de la guerre du Golfe (*New World hors-d'œuvre*) à celle du conformisme ambiant (*Who needs it ?*), Victim's family n'épargne personne, et s'en donne à cœur joie. C'est certainement, avec No Means No, le groupe le plus novateur du moment.

Patsy (gr. Milly-Witkop - Nantes)

ARPAC présente
MORICE BENIN
en concert

Désirs, rêves, révoltes,
émerveillements d'enfant
et confidences d'homme,
bientôt vingt ans, et autant
de disques, que Benin met
ses mots en musique et son
âme à nu. Amis d'hier et
d'aujourd'hui, rendez-vous
au :

centre B. de Girard
LE HAILLAN (Gironde)
jeudi 22 octobre - 21 h.

Réservations : Librairie L'En-Dehors,
6, rue Saint-François.
Tél. : 56.92.17.78.

« Un Autre futur »

film de Richard Prost
cinéma Le Navire
AUBENAS (Ardèche)
jeudi 12 novembre
20 heures

Un Autre futur : histoire de
l'anarcho-syndicalisme en
Espagne (1936-1939).
Après le film, un débat sera
animé par des militants de
la CNT-AIT.

FORUM

à la librairie
du Monde Libertaire
145, rue Amelot,
(M° Oberkampf),
75011 Paris,
samedi 24 octobre,
16 h 30,
avec André Bösiger,
auteur de *Souvenirs d'un
rebelle*
(60 ans de luttes anarcho-
syndicalistes à Genève).

Radio Libertaire

présente :

La Nuit des Incontrôlables

avec :

INTÉRIM
RAYMONDE et les BLANCS BECS
GOGOL 1er et la HORDE

à la MUTUALITÉ

le 11 Novembre 1992
à 19H30



Entrée :
80,00F (Carte Radio Libertaire, Chômeurs, Etudiants, ...)
95,00F (Tarif normal)

RENDEZ-VOUS

BELLE GARDE-DU-RAZÈS (AUDE)
L'Union régionale du Sud-Ouest est heureuse de vous annoncer la création d'une liaison FA dans le Razès. Pour la contacter, écrivez à Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès.

GRENOBLE
Le groupe Jules-Vallès assure une émission de radio hebdomadaire intitulée « Les Fils de la chimère ». Vous pouvez nous retrouver le mardi de 19 h 30 à 20 h 30 sur Radio Grésivaudan (89 FM)

LILLE
Le groupe Humeurs Noires de la FA vous donne rendez-vous chaque semaine le mercredi de 19 h à 20 h à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet (Métro République), à Lille.
Ventes du ML et de l'Alternative libertaire (Belgique) :
- vendredi, 17 h à 18 h 30, à la gare ;
- samedi à midi devant les lycées Baggio et Faidherbes ;
- dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, rue des Sarrazins, sur le marché de Wazemmes.
Emission du groupe Humeurs Noires sur Radio Campus (91.4) le samedi de 19 h à 20 h (tél. : 20.91.24.00).

PARUTIONS

PRESSE
« Noir » n° 6, journal de l'Union régionale Méditerranée vient de paraître. Il est disponible au prix de 8 F (port compris) aux adresses suivantes : CECL, BP 54, 83501, La Seyne-sur-Mer cedex & ADCL, 8, rue Docteur-Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice.

PRESSE
Le n° 32 d'Infos et analyses libertaires, revue de l'Union régionale Sud-Ouest, vient de paraître. Il est disponible au prix de 15 F à la librairie du Monde Libertaire. Au sommaire, on trouve des articles sur l'Europe (Schengen, Maastricht), sur l'Algérie, etc.
L'abonnement d'un an est au prix de 75 F (soutien 150 F). Les chèques sont à libeller à l'ordre du CES ou CCP 3096 L Montpellier.
« Infos et analyses libertaires », BP 233, 66002 Perpignan cedex

CARTES POSTALES & BROCHURES
Le groupe « La Vache folle » met en vente : six cartes postales tirées des travaux de Geneviève Beauzée (photographe), Jean-Luc Luysen (photographe), Denis Pouppeville (peintre), Laurent Zunino (peintre) ; trois brochures dans la collection des « Cahiers de la vache folle » : Ni Dieu ni Maître... du journal de Blanqui à Radio Libertaire, l'histoire d'une formule choc (n° 1), Blanqui et le problème national... l'idée de nation comme facteur déstabilisant de l'ordre établi (n° 2), De la liberté d'expression... contre le glissement triomphant des crétins vers l'analphabétisme (n° 3). Ces cahiers sont de Jacques Delattier. Ils sont édités par les éditions de « La Vache folle ».
Prix de vente : la carte postale : 2 F, le cahier : 25 F, les trois : 60 F.
En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris ou à « DCC », BP 12, 13671 Aubagne cedex.

AUSTRALIE

Des nouvelles du mouvement anarchiste

En raison de l'éloignement, les contacts avec les anarchistes australiens sont rares. Les brèves informations qui suivent sont tirées d'un article de Graham Purchase, paru dans la revue espérantiste libertaire Liberecana ligilo.

LES ANARCHISTES AUSTRALIENS ont fêté en 1986 à Melbourne le centième anniversaire de leur mouvement. Actuellement, la majorité de ceux-ci sont nés en Australie ; le mouvement ne se compose plus d'immigrants ou d'exilés politiques. Le mouvement organisé est surtout présent dans la région très peuplée du sud-est.

A Sydney, il existe deux librairies anarchistes défendant des points de vue différents : Jura et Black Rose. Elles jouent toutes les deux un rôle important comme lieux de contacts. La plupart des livres vendus sont d'origine américaine, car la production locale est peu développée. Dans les facultés, plusieurs groupes anarchistes sont présents ; des stands de livres sont régulièrement tenus.

Deux revues ont une parution régulière. Il s'agit de *Red and Black*, qui paraît depuis de nombreuses années de façon semestrielle, et qui offre de longs et sérieux articles. Puis il y a *Rebel Worker*, qui paraît tous les

LASF publie également deux revues spécialisées. L'une, *Sparks*, dans l'Etat de Victoria, qui concerne les travailleurs et l'autre, *Unity*, en Nouvelle-Galles du Sud, qui s'adresse aux postiers.

A Melbourne, que les anarchistes surnomment la « Barcelone australienne », en raison de son caractère de principal centre industriel du pays, la section locale ASF joue un rôle important. Elle a participé activement à la grève des conducteurs de transports en commun en 1990. En soutien aux ouvriers du bâtiment, elle a organisé naguère de grands repas en plein air, à raison d'une fois par semaine.

En dehors de l'ASF, précisons qu'il existe aussi un groupe anarchiste autonome, qui publie *The Anarchist Age*.

A Brisbane, dans le Queensland, il existait naguère une librairie, l'Emma-Goldman Bookshop. Elle ne fonctionne plus, mais au-dessus de cette ancienne librairie se trouve le local de l'Institut pour l'écologie sociale dans lequel sont partie prenante de nombreux anarchistes, comme le confirme le nombre important d'ouvrages anarchistes que l'on découvre dans la bibliothèque dudit institut.

En ce qui concerne les relations entretenues entre les anarchistes et le mouvement écologiste, parlons des Rain Forest Action Groups. Ils sont très actifs en ce qui concerne la protection de la nature. Ils se sont notamment opposés à l'exportation de bois tropicaux. Indiquons cependant que leur idéologie est plus proche des théories new-age que de l'anarchisme proprement dit.

Enfin, il existe un journal très intéressant de par son anti-étatisme assez proche de l'anarchisme, le *Green Alliance Network Bulletin*. Il défend des idées bio-régionalistes : « Les frontières des Etats doivent être supprimées et remplacées par des limites écologistes, correspondant aux climats, aux terrains, à la faune et à la flore ». Ces idées s'inspirent en partie de celles du géographe anarchiste français Elisée Reclus.

Extrait de « Noir » n° 6 (septembre-octobre 1992), revue de l'Union régionale Méditerranée de la FA

N.B. : si vous voulez en savoir plus sur l'anarchisme australien, nous vous invitons à contacter notre camarade Graham Purchase, Jura Books, 100 Crystal Street, NSW 2049, Sydney, Australie.

« Melbourne, que les anarchistes surnomment la "Barcelone australienne". »

deux mois. C'est le journal de la Fédération anarcho-syndicaliste (ASF), affiliée à l'Association internationale des travailleurs (AIT). Les informations qui y sont données sur l'Australie sont de grande qualité.

Excepté *Sparks*, il n'y a pas de revue à parution régulière, mais l'ASF de Melbourne soutient financièrement *Rebel Worker*. Les anarchistes ont, par ailleurs, la possibilité de s'exprimer sur la radio libre 3 CR.

Journée d'action des prisonniers le 22 octobre dans l'Hexagone

Mardi 8 septembre 1992, une importante révolte éclatait à la maison centrale d'Yzeure, près de Moulins (Allier). Prenant une vingtaine de surveillants en otages, les rebelles s'emparaient de l'établissement qui, durant seize heures, sera la proie des flammes. Ce mouvement était motivé par la multiplication des provocations matinales au lendemain de la grève menée en août par les personnels de surveillance. Par diverses interventions, les détenus de la maison centrale avaient fait savoir que de sérieux « risques de dérapage » étaient à envisager (cf. *Rebelles* n° 37, octobre 1992, pp. 10 à 13).

Au terme de cette rébellion, l'établissement fut vidé de la totalité de ses effectifs. Soixante-quinze prisonniers furent ainsi transférés vers des maisons d'arrêt de la région parisienne, non sans avoir été, pour certains d'entre eux, violemment passés à tabac. Parmi eux, les présumés « meneurs » qui purgent depuis cette date la rituelle « punition » de quarante-cinq jours de quartier disciplinaire.

Or ces derniers jours, une vingtaine de ces prisonniers a reçu des ordres de comparution devant le tribunal correctionnel de Moulins, pour le jeudi 22 octobre prochain, afin d'y répondre de la révolte du 8 septembre selon la procédure dite de « citation directe ». On notera que c'est précisément à cette date que leur séjour au mitard prendra fin. Une nouvelle fois, l'Administration pénitentiaire recourt à cet artifice qui lui permet d'interdire toute préparation d'une défense collective. En effet, nul ne sait aujourd'hui le nombre exact de prisonniers inculpés ni leur identité. S'agissant le plus souvent de condamnés définitifs, il leur faut désigner un avocat sans pouvoir recourir, du fond de leur cachot, à des conseils extérieurs.

Nous ne doutons aucunement que dans une période de vive tension dans les établissements, le pouvoir politique, la Chancellerie et l'Administration pénit-

taire s'apprennent à faire prononcer de lourdes condamnations qu'elle offrira en pâture aux syndicats matonaux qui, défauts, débordent de furie revancharde. Cela, le mouvement de lutte carcéral, mais aussi, plus généralement, la grande masse des prisonnier(e)s qui sont soumis à une épouvantable prise d'otages permanente depuis deux mois, ne doivent pas le tolérer.

Voici en effet deux mois que la matonnerie supprime les promenades, le courrier, les parloirs, les visites d'avocats, les cantines et les activités, quand elle n'annule pas les distributions de repas et n'organise pas des tabassages punitifs. Voici en effet qu'en une semaine, trois des nôtres sont morts sous les balles des matons et des flics, cependant que six autres se sont suicidés.

Pour ne pas servir les manœuvres grossières des syndicats de surveillants, les prisonnier(e)s ont fait preuve d'une grande patience dans les semaines passées. Aujourd'hui, à l'occasion du procès de nos camarades de Moulins, il est temps de faire entendre avec force notre colère et notre détermination. C'est pourquoi, un certain nombre de prisonniers rebelles, parmi lesquels des camarades de Christian Bethemont, de Rémi Morard et de Dominique Deguis, appellent à faire de ce jeudi 22 octobre une journée d'action multiformes dans tous les établissements de France.

Ce jour-là, par des refus de plateaux, par la grève de toutes les activités, par des refus de descendre en promenade ou d'en remonter, par toutes les formes d'actions envisageables, nous rendrons hommage à la mémoire de nos trois camarades abattus en septembre, et nous manifesterons notre solidarité aux prisonniers rebelles de Moulins. C'est par là, par la lutte commune, que nous reconquerrons notre dignité après des semaines de harcèlement que les matons nous ont fait subir.

L'Alliance des prisonnier(e)s en lutte

SOMMAIRE

PAGE 1 : Le gouffre immobilier (suite en p. 3), Pour contrer l'impérialisme (suite en p. 2), Editorial : Paix.
PAGE 2 : Pour contrer l'impérialisme (suite de la « une »).
PAGE 3 : Le gouffre immobilier (suite de la « une »), Echos de presse, Rigoberta Menchú prix Nobel, Infos UR-FA, Tournée indienne.
PAGE 4 : Escadrons de la mort et cibles palestiniennes.
PAGE 5 : Conférence européenne sur l'avortement et la contraception à Genève, L'autre Afrique.
PAGE 6 : Intermittents du spectacle : la base traïhe, En bref, Associations, Nouvelles du front.
PAGE 7 : « Les rues de feu » de Thomas H. Cook, Perceuses et tambourins, Ciné sélection : l'architecture du chaos, sélection RL.
PAGE 8 : Des nouvelles du mouvement anarchiste australien, Journée d'action des prisonniers le 22 octobre dans l'Hexagone, Infos FA.